QUATRIÈME MANDAT

4) Les quarante jours qui vont ébranler l'Algérie

Par Nour-Eddine Boukrouh
noureddineboukrouh@yahoo.fr

«Lorsque le coup de tonnerre éclate, il est trop tard pour se boucher les oreilles.» Ce proverbe chinois tout de bon sens est très vieux, puisque Sun Tzu, à qui je l'emprunte, le citait déjà dans son livre L'art de la guerre , écrit il y a vingt-cinq siècles. Il veut dire qu'il ne faut pas attendre que le danger se présente à sa porte pour réagir.

Le jour où la télévision officielle algérienne annonça au JT de 20h00 la candidature de Bouteflika à un 4e mandat, la terre a tremblé à Alger. Selon l'astronome, sismologue et candidat à la même élection, Loth Bonatéro, la puissance du séisme était de 4 et quelques sur l'échelle de Richter, soit à la hauteur de l'onde de choc suscitée par le 4e mandat le premier jour. Mais elle doit être à 6 ou 7 actuellement.

Beaucoup d'Algériens, sensibles à l'extraordinaire, y ont vu le signe d'un courroux céleste contre ce mandat illégitime et annonciateur de dérèglements certains, mais Bouteflika ne s'est pas pour autant désisté comme l'a fait Loth, héritier de la tradition d'un prophète qui a tourné le dos à sa communauté pervertie. Les opposants au 4e mandat, eux, n'ont pas voulu exploiter l'argument pour ne pas passer pour des superstitieux, des «guezzanate». Mais si la terre devait s'ébranler plus sérieusement dans les semaines ou les mois à venir, la vox populi, aidée par les guides religieux qui pullulent dans notre pays, saurait par la faute de qui. Nombreux sont ceux qui sont désormais convaincus que ce 4e mandat, qui va à contre-courant de la raison, des intérêts du pays et des éléments de la nature, n'ira pas loin et qu'on n'en sortira pas indemnes.

Le 4e mandat a provoqué une secousse morale qui va ébranler le pays au-delà du rendez-vous du 17 avril. Il n'était pas attendu, il divise, on s'y oppose, s'y résigne ou le rallie cyniquement. L'idée s'est propagée que le président n'est plus que l'ombre de lui-même et que derrière sa décision de se représenter se cachent des hommes sans scrupules intéressés par leurs seuls intérêts. Le compte à rebours va commencer avec la validation par le Conseil constitutionnel des candidatures retenues. C'est le moment de méditer sur l'aphorisme de Sun Tzu disant : «Celui qui excelle à résoudre les difficultés les résout avant qu'elles ne surgissent.» Mais qui, dans le camp du 4e mandat d'où viennent toutes les difficultés, a lu ce philosophe et stratège militaire, ou peut résoudre les problèmes dont ils sont responsables ? Quelque chose est en train de s'insinuer dans les esprits, tenant du dégoût et de l'envie de dire «assez !» devant la jonction du mal, de l'irrationnel et de l'inconscience dont les conséquences vont être funestes pour le pays. L'effet papillon est par définition imprévisible ; on ne sait ni quels traits humains il peut revêtir, ni quel battement le provoquera, ni quand, ni où. Ce peut être le mouvement Barakat, une bavure dans la répression, le premier Bouazizi ou la première Bouraoui. Mais, à coup sûr, l'ouragan qu'il déclenchera changera la face de l'Algérie et l'engloutira ou la lavera des souillures qui l'on entachée depuis le 1er Novembre 1954.

Le 4e mandat est entouré de mystères, on ne sait pas s'il est une fin en soi ou un pont vers l'impensable. Pourquoi Ouyahia et Belkhadem ont-ils été dégommés de leurs postes au RND et au FLN pour être ramenés, une année plus tard, dans l'état-major électoral de Bouteflika ? Pourquoi, parmi les 350 membres du comité central du FLN, a-t-on choisi Saâdani en humiliant des juridictions comme le Conseil d'Etat ? Pourquoi est-ce ce «bounadem» qui a été chargé de préparer les esprits à la candidature du président, mais aussi d'attaquer le DRS au moment où des mesures de restructuration démantelaient les organes qui menaient des enquêtes sur la grande corruption ?

L'annonce de sa candidature par le mauvais (selon le mot de Saâdani) prophète Sellal en place et lieu du dieu Bouteflika qui, comme tous les dieux, ne parle pas directement au commun, a eu l'effet du coup de tonnerre dans les oreilles de beaucoup qui ne s'y attendaient pas, pensant que la saison du mauvais temps était passée. Mais pas dans celles de Saâdani qui, tel Jean-Baptiste recevant la révélation de l'avènement de Jésus, avait des mois auparavant prêché la bonne nouvelle de la 4e réincarnation du président sans être pris au sérieux par les hommes de peu de foi que nous sommes. Mais ce n'est pas la seule prophétie de Saâdani qui s'est vérifiée, l'oracle a annoncé plusieurs autres évènements qui se sont réalisés sous nos yeux ébahis. En février 2013, il avait annoncé sur TSA qu'il allait prendre la direction du FLN mais personne ne l'avait cru sur le coup. La prédiction se réalisa en août, et il fut sacré à la tête du FLN dans un remake de la «nuit de la Saint-Barthélemy» ou «de la nuit des longs couteaux». Il s'est attaqué au DRS en menaçant, en termes voilés, son premier responsable de le livrer à la Cour pénale internationale. Pour ce faire, il a choisi comme support la première fois un média étranger (Reuters) et la deuxième fois un média très suivi à l'étranger (TSA) pour porter au plus loin ses accusations. A travers ses déclarations, il avait menacé entre les lignes sa cible de fournir des arguments aux éventuels plaignants dans l'affaire des moines de Tibhirine et celle des otages de Tiguentourine, leur offrant la possibilité de s'appuyer sur le «témoignage», sinon «l'aveu» du chef du parti au pouvoir en Algérie, par ailleurs ancien président du Parlement. Une plainte vient d'ailleurs d'être déposée contre le patron du DRS, en même temps que d'autres dirigeants militaires et politiques, auprès de la Cour pénale internationale.

La menace du TPI ne doit pas être prise à la légère : le général Nezzar a bien été interpelé par la justice helvétique qui l'a longuement entendu sur la base d'une plainte déposée par un Algérien résidant en Suisse, et la procédure suit son cours. Il a dû aussi quitter précipitamment un jour la France quand il avait été prévenu in extremis qu'il risquait d'être interpelé par un juge français pour des «crimes» relevant du même registre, lesquels sont, aux yeux du droit pénal international, imprescriptibles. Ironie du sort, c'est le chef du FLN, le glorieux sigle associé dans le monde à la libération de l'Algérie du colonialisme, qui témoigne à charge contre l'héritière de l'ALN et invite l'opinion publique internationale et son bras judiciaire à juger de hauts responsables de l'ANP pour «crimes de guerre» ou «crimes contre l'humanité».

Apparemment, l'heure de Saâdani est arrivée. On ne l'avait pas assez pris au sérieux, nous arrêtant à son passé de prolétaire, d'artiste et de syndicaliste. On prenait ses déclarations pour des tartarinades, des rodomontades, mais elles se sont toutes avérées justes. Il faut cesser de rire de cet homme et ne voir de lui que ses manières frustes, son manque de tenue ou son côté «matamore». Il a cloué le bec à Sellal, battu comme plâtre le général Toufik, ramené Belkhadem à sa condition de militant de base de la kasma d'Aflou, bousculé Bensalah... Les autres n'ont qu'à bien se tenir devant cet oracle devenu l'égérie du «clan présidentiel», selon la formule de Chakib Khelil. Il a été dénoncé par l'ancien ministre de la Justice sur lequel il avait exercé des pressions pour sauver le soldat Chakib, mais rien n'est arrivé.

Il nous a avertis il y a quelques mois que le FLN gouvernerait le pays après la réélection de Bouteflika. Utilisant, comme les envoyés des dieux, des allégories, il a parlé de wagon appelé à devenir locomotive. Attendons pour voir, mais en ce qui me concerne, j'y crois à l'avance ; j'ai été converti par les miracles que j'ai vus. Il a dit en février dernier que ces païens de redresseurs qui voulaient sa tête n'obtiendraient pas l'autorisation de louer une salle pour se réunir en vue de le destituer, quel que soit leur nombre, et ils ne l'ont pas obtenue. Il a utilisé la métaphore du wagon et de la locomotive une seconde fois pour envoyer dans le langage des cheminots un message subtil. Quand ces derniers mettent en garde les usagers contre le train qui peut en cacher un autre, lui voulait dire que le train du 4e mandat cache un autre, celui de son arrivée au pouvoir. Il vient d'annoncer enfin que Bouteflika gagnera la prochaine élection et il la gagnera, à n'en point douter.

L'histoire des nations regorge de légendes de ces hommes sortis de l'obscurité et qui finissent au premier rang de la cour du souverain ou même sur le trône. Il y a des époques qui ont tant été influencées par des hommes aux origines et au parcours douteux qu'elles ont été baptisées de leur nom. La carrière de Raspoutine à la cour du tsar Nicolas a commencé avec des prédictions publiques qui s'étaient réalisées. Elle s'est terminée sur son assassinat par des officiers révulsés par l'importance qu'il avait prise dans les décisions de la cour.

Il faut s'interroger, enquêter, sur la nature de l'influence qu'exerce Saâdani sur les Bouteflika. L'homme a été le coordinateur de ses comités de soutien en 1999, et il l'a fait gagner. Sa récompense a été la présidence de l'Assemblée nationale. Son nom ayant été cité dans des affaires de détournement de montants colossaux, il a été éloigné des feux de la rampe. Mais pour mener la mère des batailles contre le DRS et imposer le 4e mandat, ils l'ont rappelé et lui ont donné les pleins pouvoirs.

Il est peut-être à la cour de Bouteflika ce que Raspoutine était à la cour de Nicolas, le dernier tsar de toutes les Russies renversé par la révolution d'octobre 1917. On ne sait pas comment il parle aux Boutef, on ne sait pas s'il ne les tient pas à la gorge car l'homme ne s'est pas risqué à tirer le lion par la queue pour leur seule gloire. Il ne l'aurait pas fait s'il n'escomptait pas une récompense à la mesure des risques encourus : chef de gouvernement ou vice-président de la République. Des organes de presse ont fait allusion au candidat qui se cacherait derrière Bouteflika et hériterait de son mandat après l'amendement de la Constitution. Ne s'agirait-il pas de lui? S'il a écarté le DRS du rôle de faiseurs de rois, n'est-ce pas pour devenir lui-même roi au sens propre du terme ?

Le train que cache le 4e mandat, c'est le train dans lequel arrivent Saâdani et ses affidés. Commencera alors pour l'Algérie une nouvelle époque que l'histoire retiendra sous le nom d'«ère Saâdani» comme on parlait au Japon du XIXe siècle d'«ère Meiji», ou au XVIIIe du «siècle de Voltaire». Préparons-nous aux nouveaux temps qui vont s'ouvrir. Il n'a peut-être pas le look seigneurial, mais il fera un bon tyranneau.

On n'en est pas encore là, mais l'essentiel va se jouer dans les quarante prochains jours. Cette élection se présente dans une ambiance de crise inaugurée par les déclarations incendiaires de Saâdani. Au choc créé par le 4e mandat, s'est ajouté le choc d'une élection jouée à l'avance. Au «4e mandat de trop» s'ajoutent les risques de la « fraude de trop ».

Il y a d'un côté un candidat absent, mais disposant de tous les moyens et de tous les personnels de l'Etat, un rouleau compresseur programmé pour aplatir comme des crêpes ses rivaux, et de l'autre quelques branches, rameaux ou brindilles dont quelques-uns feront semblant de lui barrer la route. Les quarante jours qui nous séparent de la tenue du scrutin vont ébranler l'Algérie. Des partis ont appelé au boycott de l'élection avant même l'annonce de la candidature du président-candidat. D'anciens hauts gradés militaires ont évoqué dans des contributions écrites, des interviews ou des débats télévisés des remous au sein de l'institution militaire et affiché leur hostilité à un nouveau mandat. Des personnalités politiques ayant exercé de hautes fonctions dans le pouvoir exhortent les citoyens à empêcher par tous les moyens le 4e mandat. Des candidats à la candidature, dont le bon Loth, se sont désistés au motif que les conditions d'une élection loyale n'étaient pas garanties. D'autres ont appelé à l'annulation des élections et à l'organisation d'une période de transition. Des mouvements de mécontentement se limitant pour l'heure à de modestes manifestations dans certaines villes et à une agitation sur les réseaux sociaux sont apparus et grossissent à vue d'œil. Mais ces réactions peuvent prendre d'autres formes et d'autres proportions dans le futur. Chez les citoyens, le sentiment d'avoir été réprimés pour avoir exercé leur droit à l'expression peut augmenter la détermination des partisans du boycott ou de l'interruption du processus électoral. Il s'ensuivrait des troubles à l'ordre public susceptibles de dégénérer en affrontements.

C'est à peu près de cette façon que les choses ont commencé dans les pays arabes touchés par le «printemps». Il faut faire très attention. Il y a le risque de dérapage en cas de répression violente du mouvement de protestation ; il y a le risque de nouveaux retraits des candidats, comme en avril 1999 ; il y a le risque d'une abstention trop importante. Mais le risque le plus grave, c'est d'entrer bientôt dans «l'ère Saâdani». Le jour devait arriver où l'armée se retirerait de la politique et ne serait plus la faiseuse de rois comme a dit Saâdani. Nous y sommes peut-être, au terme d'une brusque accélération de l'histoire dont on ne connaît pas les modalités et les secrets, mais qui est en relation avec le 4e mandat.

Les partisans du 4e mandat nous tiennent à distance avec le « respect de la loi» alors qu'eux ne respectent aucune loi ; il n'entre pas dans leurs intentions d'en respecter aucune qui entraverait leurs plans. Pour parvenir à leurs fins, rien ne les arrêtera. Ils piétinent la Constitution, la morale, falsifient les certificats médicaux et se préparent à bourrer les urnes. Ils croient détenir l'arme absolue : nous lier les mains avec le «hya» dont ils sont dépourvus et notre légalisme candide. Comme a dit je ne sais plus qui, «c'est la réalité qui exagère» et il ne faut pas, dès lors, s'étonner que quelque chose d'absolument imprévu arrive au cours des quarante prochains jours qui vont ébranler l'Algérie.

N. B.

Des organes de presse ont fait allusion au candidat qui se cacherait derrière Bouteflika et hériterait de son mandat après l'amendement de la Constitution. Ne s'agirait-il pas de lui ? S'il a écarté le DRS du rôle de faiseurs de rois, n'est-ce pas pour devenir lui-même roi au sens propre du terme ?

Quelque chose est en train de s'insinuer dans les esprits, tenant du dégoût et de l'envie de dire «assez !» devant la jonction du mal, de l'irrationnel et de l'inconscience dont les conséquences vont être funestes pour le pays.